ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 — 2° Circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy-Ouest, Saint-Nicolas)



Michel BOUTONNET

31 ans, Ingénieur,

Militant syndicaliste

Animateur de comités d'action locale

SUPPLEANT:

Marcel GAUZELIN

29 ans, Ouvrier professionnel
Militant syndicaliste



Monsieur, Madame, Mademoiselle,

Depuis trop longtemps, notre circonscription est entre les mains de notables qui prennent le mandat qui leur et donné pour un chèque en blanc de la population, et qui viennent, tous les 5 ans, se glorifier des réalisations que les luttes constantes des travailleurs ont arrachées.

A qui doit-on la prospérité économique de la France, sinon à nous tous ?

Ce sont ces mêmes notables qui, aujourd'hui, voudraient votre confiance, après s'être faits les porte-parole du patronat à l'Assemblée Nationale où ils ont approuvé les concentrations d'entreprises qui créent le chômage, la déqualification et obligent des milliers de travailleurs à de longs déplacements quotidiens. Ce sont eux aussi qui ont laissé se faire une urbanisation sauvage conduisant à l'entassement de milliers de personnes dans des Z.U.P. où les zones de loisir et les équipements collectifs sociaux et culturels sont insignifiants.

Aujourd'hui, d'autres vous proposent de reconduire le système avec des hommes nouveaux et prennent argument de leurs relations pour vous proposer de continuer à décider pour vous.

Mais vous avez compris que la politique ne doit plus être faite par les états-majors de notables, dans les salons et dans les antichambres ministérielles. La politique se fait dans les quartiers, dans les usines, dans les bureaux, à l'école, à la campagne, et les luttes que vous menez, chaque fois que vous refusez que l'on décide pour vous, le prouvent.

Marcel Gauzelin et moi-même avons participé à ces luttes pour le contrôle des travailleurs sur les lieux de production, pour la prise en main par les populations de l'aménagement de leur cadre de vie, et c'est la raison de notre candidature.

Le combat électoral que nous menons, aujourd'hui avec vous, est le prolongement de notre combat commun de tous les jours et la victoire que nous arracherons ensemble sera un pas de plus dans la construction du socialisme autogestionnaire.

Michel BOUTONNET.

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va sur sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : il est possible d'en finir avec la société actuelle.

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers les luttes populaires, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projets pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », où le PSU montre concrètement comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, ce seront nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

Dès le premier tour, Michel BOUTONNET Marcel GAUZELIN, suppléant

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de « réformateurs » ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion

